



institut universitaire
graduate institute
d'études du développement
of development studies

Itinéraires

Le défi social du développement

Christian COMELIAU

Notes et travaux n° 57

ITINÉRAIRES
Notes et Travaux
n° 57

LE DÉFI SOCIAL DU DÉVELOPPEMENT

Notes critiques

Christian COMELIAU

© IUED, septembre 2000

CHF 5.-

INSTITUT UNIVERSITAIRE D'ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT
Service des publications
Case postale 136 – CH-1211 GENÈVE 21
<http://www.iued.unige.ch> – publications@iued.unige.ch

Table des matières

Avant-propos	5
Première note	
<i>Défi social et développement: le rôle des universitaires</i>	7
– Jalons préliminaires pour renouveler l’approche globale	8
– Analyses plus spécifiques liées aux politiques économiques	10
– Organisation des travaux	11
Deuxième note	
<i>De la pauvreté de la notion de développement social</i>	13
– Le difficile équilibre de la «modernité»	14
– La rupture néo-libérale de l’équilibre	15
– Les contradictions du développement social	17
– Conclusion: pour un autre développement social	17
Troisième note	
<i>Réexamen et nouvelle approche de la notion de développement social</i>	19
– Introduction	19
– Eléments d’analyse	21
– Eléments de politique	23
– Conclusion	25
Quatrième note	
<i>Nouveau regard sur les composantes du progrès social</i>	27
– Le constat: urgence et impuissance du «développement social»	27
– Une approche radicalement inadaptée	28
– Un autre développement?	29

Avant-propos

Les quatre textes présentés dans cet *Itinéraires* sont des textes de circonstance: ils sont les témoins, parmi d'autres, de l'effort de réflexion suscité, à l'Institut universitaire d'études du développement (IUED) de Genève, par la préparation de la session spéciale de l'Assemblée des Nations Unies sur le développement social (dite «Copenhague +5»), ainsi que des réunions qui l'ont accompagnée, à Genève, en juin 2000.

Ces textes rédigés entre février et juin de l'année 2000, sont reproduits ici presque sans modifications, peut-être au prix de quelques redites. Ce dont ces pages veulent témoigner une nouvelle fois, c'est la conviction déjà affirmée par l'IUED à la veille du Sommet social de Copenhague en 1995: dans la formulation aujourd'hui adoptée par les organisations internationales, le souci du «développement social» n'a guère de chance de s'imposer comme un élément majeur des stratégies concrètes de développement. Parce qu'il reste conçu comme une exigence dissociée de celle du développement économique, et qu'il ne peut représenter ainsi, au mieux, qu'une tentative de correction *a posteriori* des coûts d'une organisation économique à laquelle personne ne veut renoncer. En d'autres termes, le «développement social» risque de demeurer une idée politiquement subordonnée, parce qu'elle heurte de puissants intérêts, certes, mais aussi parce qu'elle procède d'une notion intellectuellement mal conçue. Dans cette conception inadéquate, la responsabilité des chercheurs est engagée: ils n'ont pas apporté au débat la contribution essentielle qui devait être la leur.

Les notes ci-dessous ne prétendent évidemment pas combler à elles seules une telle lacune de réflexion. Elles ne proposent qu'une contribution modeste et très préliminaire, avec l'espoir de poursuivre le débat. Leur intention générale est annoncée dans le titre du recueil: il vaut mieux parler de «défi social du développement» plutôt que de «développement social».

Les quatre textes s'organisent de la manière suivante:

Le premier souligne l'étonnement probable d'un observateur extérieur devant un concept à la fois aussi ambitieux et aussi imprécis. Il propose deux thèmes de réflexion préliminaires: d'abord un réexamen de la place de l'économie dans la culture et la société (notamment quant au système des valeurs, à la distinction entre l'économique et le politique et à la distinction entre l'individuel et le collectif); ensuite une étude sur les principales composantes des stratégies de développement (identification des problèmes de société les plus aigus, discussions des grandes orientations de politique économique, dimensions éthiques).

Le deuxième texte tente d'expliquer les insuffisances actuelles de la notion de développement social par l'histoire du modèle de développement aujourd'hui dominant: sa cohérence historique relative (à condition de faire abstraction de sa dimension coloniale et dominatrice), puis la rupture de cette cohérence sous la

pression de la doctrine néo-libérale et de la mondialisation. Il conclut en essayant d'identifier les exigences d'un «autre développement social».

La troisième note poursuit la critique en s'appuyant sur la réflexion fondamentale d'un économiste indien, C.T. Kurien. Au niveau de l'analyse, et contre les pressions actuelles à l'homogénéisation, elle montre qu'il faut s'interroger sur les conditions initiales spécifiques de chacune des sociétés concernées – notamment la structure des intérêts en présence et les institutions en vigueur – puis sur les conséquences réelles de la généralisation des rapports marchands. Au niveau politique, elle suggère les exigences de la diffusion du pouvoir, celles d'une politique de croissance différente et enfin celles d'un nouveau rôle des pouvoirs publics.

Le dernier texte est une présentation de synthèse à l'usage du grand public, ou plutôt au service du citoyen. Il rappelle l'inadaptation des approches en vigueur et suggère ce que pourrait être la recherche d'un nouveau développement, où l'économie demeurerait subordonnée à la société, et où les collectivités pourraient choisir de manière autonome leurs propres finalités de développement.

Si nous voulons dépasser les banalités, et surtout les impuissances, de la rhétorique internationale actuelle, il est indispensable de poursuivre la recherche et la discussion sur le «défi social du développement».

Première note

Défi social et développement: le rôle des universitaires et des chercheurs

Le point de départ de ces notes est délibérément provocateur. Je crois que le problème du «développement social» est très mal posé. Et je crois qu'il est mal posé parce que ceux qui sont responsables de sa conceptualisation – donc en particulier les chercheurs et les universitaires – n'ont pas encore fait le travail nécessaire.

Imaginons l'embarras d'un observateur, venu de Sirius, qui chercherait à comprendre l'essentiel de cette gigantesque entreprise de discussion mise en œuvre par la «communauté internationale» (elle-même représentée par son organisation la plus officielle, celle des Nations Unies), sur le thème excessivement vague du «développement social». Quel peut bien être l'intérêt d'une telle discussion? Que peut signifier ce terme s'il ne constitue pas un pléonasme, puisque l'on devrait considérer comme évident que le «développement» promis par toutes les stratégies nationales et internationales depuis plus d'un demi-siècle ne concerne pas seulement l'économie, mais l'ensemble de la société? Pourquoi avoir solennellement accolé ce nouvel adjectif «social» (après beaucoup d'autres, d'ailleurs, comme «humain» ou «durable») au mot «développement», en insistant sur le fait que celui-ci n'était pas purement économique? Pourquoi avoir cru nécessaire une conférence spéciale des Nations Unies sur un tel thème, au milieu de la décennie 90 qui était celle de la «globalisation»? Pourquoi vouloir faire le point cinq ans plus tard, en notant, comme le fait l'UNRISD par exemple, qu'aujourd'hui «les problèmes de fond restent aussi graves qu'en 1995» et que les quelques améliorations survenues n'ont que peu de rapports avec les mesures de suivi de Copenhague?¹ Pourquoi, selon la même source, la préparation de ce nouveau sommet n'est-elle parvenue jusqu'à présent à rassembler que «peu d'éléments constructifs», au moins de la part des gouvernements concernés? Pourquoi, au total, cet immense scepticisme, ou pire, cette résignation passive devant la persistance ou l'aggravation de ces problèmes? Faut-il en conclure qu'en dépit de la gravité des problèmes évoqués, et au-delà d'une certaine rhétorique à laquelle se croient obligés les responsables publics nationaux et internationaux, il n'y a, en somme, rien de très sérieux qui puisse être entrepris dans cette perspective?

Ces questions ne sont guère originales, hélas, et des torrents de littérature ont déjà été produits depuis plus de cinq ans pour tenter d'y apporter des réponses au moins partielles. Les présentes notes ne prétendent bien sûr ni ignorer ces tentatives, ni encore moins s'y substituer. Il me paraît clair, cependant, que tous ces efforts sont encore très loin de produire des réponses satisfaisantes, et surtout opérationnelles;

¹ UNRISD, «L'essentiel. Les engagements de Copenhague et Genève 2000», UNRISD Infos, p. 21.

qu'il importe donc de poursuivre une réflexion *collective* à laquelle chaque instance concernée devrait apporter sa modeste contribution; et surtout qu'il faut tenter en priorité de *renouveler* cette réflexion, en l'approfondissant, en la diversifiant, en la plaçant sous des éclairages différents de ceux où elle s'est majoritairement cantonnée jusqu'à présent, et où elle n'a pu produire que des résultats sans proportion avec les *causes réelles* des problèmes soulevés.

Dans cette perspective, *ces notes concernent essentiellement le rôle intellectuel des universitaires et des chercheurs*, par opposition au travail des responsables politiques et des praticiens des stratégies de développement. Les contributions que ces notes voudraient susciter parmi divers groupes de travail devraient ainsi se situer à un niveau bien particulier. Elles devraient considérer, justement, les causes profondes – et pas seulement les symptômes – des problèmes que l'on range sous le vocable générique de «développement social» (et qui, à Copenhague, avaient été classés sous les trois catégories majeures du chômage, de la pauvreté et de l'intégration sociale). Elles proposeraient de rejeter la distinction trop commode entre «développement économique» et «développement social»: car cette distinction entre deux domaines de développement se révèle de plus en plus inacceptable, à la fois sur le plan intellectuel et sur le plan éthique, parce qu'elle suppose – dans le cadre du modèle de développement dominant – que les règles du premier ne peuvent être amendées et doivent continuer de produire librement leurs avantages et leurs coûts, y compris des coûts sociaux considérables, et que le rôle du second est précisément de réduire autant que possible les conséquences de ces coûts, mais sans s'attaquer à leur origine et à leur principe. Pour sortir de cette impasse, les réflexions souhaitées suggéreraient donc non pas un programme immédiat de nouvelles mesures palliatives des situations dénoncées, mais une recherche collective, systématique, de longue durée, dont le but serait d'identifier les conditions dans lesquelles pourrait s'élaborer, progressivement, *une approche intégrée* du développement des sociétés («intégrée» au sens où elle refuserait, notamment, le prétexte qui vient d'être évoqué de la distinction entre l'économique et le social).

La suite de cette note suggère quelques jalons très préliminaires pour une telle recherche, au niveau global puis au niveau plus spécifique des politiques de développement.

Jalons préliminaires pour renouveler l'approche globale

Je me demande si le premier de ces jalons ne devrait pas avoir un caractère négatif. J'ai déjà formulé l'hypothèse d'une grave insuffisance du travail de conception des universitaires et des chercheurs. J'en tire maintenant une conséquence négative: pour sortir d'un débat de plus en plus stérilisant, je crois souhaitable d'*abandonner le terme même de «développement social», et d'essayer désormais de concevoir et de formuler le problème dans d'autres termes*. Non certes en tant que slogan politique et en tant qu'affiche de grandes conférences internationales – ne troublons pas pour l'instant des consciences (si elles existent) déjà passablement déboussolées – mais pour l'usage plus restreint, et sans doute provisoire, des chercheurs concernés par cette réflexion collective. Pour dire les choses simplement: puisque nous avons manifestement besoin de progresser dans la clarification des concepts et dans l'analyse des problèmes excessivement globaux du «développement de la société», cette progression me paraît pouvoir être facilitée si l'on renonce à ce terme de «développement social»: car celui-ci est marqué de multiples ambiguïtés et exige de multiples distinctions sémantiques qui égarent plus qu'elles ne guident; et surtout, il paraît avoir enlisé la réflexion politique

et stratégique dans de profondes ornières, puisque celle-ci cache désormais son impuissance derrière les formules convenues et les incantations rituelles de la «lutte contre la pauvreté», des «plans sociaux», et des «filets de sécurité sociaux» ou autres «dimensions sociales de l'ajustement structurel».

Mais comment sortir la recherche intellectuelle de ces banalités répétitives et impuissantes? Ma suggestion serait de revenir à l'exploration d'une question beaucoup plus globale – trop globale, peut-être, mais que je crois inévitable parce qu'elle constitue en définitive le cœur de toutes ces interrogations –: pour se renouveler, la contribution des chercheurs doit s'appuyer sur *un réexamen systématique de la place de l'économie dans la société et la culture de notre monde*.

Ce réexamen exigerait d'abord un certain nombre de précisions *conceptuelles* générales. Parmi les plus urgentes, on devrait sûrement se demander: qu'est ce que l'économie, en définitive? et aussi: qu'est-ce que la rationalité? De telles précisions sont certes difficiles, mais pas impossibles si l'on vise un accord «opérationnel»: les concepts, après tout, ne sont que des instruments, et nous cherchons ici des instruments pour agir. Mais au-delà de ces débats conceptuels, l'exigence principale de ce travail serait sans doute celle d'une remise en *perspective historique* des caractéristiques principales de la société mondiale actuelle et de sa surdétermination par l'économie. Il existe une littérature abondante dans ce domaine, dans différentes disciplines, et même quelques très grands auteurs (de Polanyi à Braudel, par exemple). Le problème vient ce que cette littérature n'est pas mise à profit par les responsables des stratégies concrètes de développement, peut-être surtout parce que celles-ci sont élaborées sous la pression d'intérêts bien particuliers et sous l'influence dominante des ingénieurs et des économistes.

D'où la nécessité d'une réflexion d'ordre à la fois théorique et historique. Mais un travail d'une telle envergure demande évidemment des choix. Il me semble qu'un tel réexamen de la société, de l'économie et de la culture pourrait commencer par se fonder sur une réflexion nouvelle (multiforme et multidisciplinaire) dans les trois domaines suivants:

(a) *une identification synthétique*, puis une analyse critique du *système des valeurs* qui tend à dominer les comportements dans nos sociétés – ce que Jacques Baudot appelle très justement «l'esprit du temps», comme obstacle majeur au développement social – avec la place sans doute centrale qui y est réservée aux préoccupations «économiques», mais en tenant compte évidemment de la persistance d'autres objectifs dans les comportements humains: rien n'autorise les économistes à «annexer» ces autres objectifs de manière réductrice dans leurs raisonnements;

(b) *la distinction entre le politique et l'économique*: elle peut sans doute être rapportée à la distinction entre fins et moyens (le choix des objectifs relève du politique, et donc des jugements de valeurs, voire de l'éthique; tandis que le choix des moyens est d'ordre économique, et relève donc de la rationalité instrumentale; mais cette distinction fins/moyens est souvent moins claire qu'il n'y paraît); cependant elle est aussi utilisée, de manière d'ailleurs ambiguë, pour distinguer choix collectifs et choix individuels, et renvoie ainsi au troisième domaine du réexamen suggéré;

(c) *la distinction entre l'individuel et le collectif* est évidemment fondamentale pour toute la problématique du développement social, mais elle demeure très mal élucidée et donc affectée de multiples équivoques; pour dissiper celles-ci, je crois personnellement qu'il est essentiel de réexaminer les notions de «bien collectif», de «bien public», d'«externalité», etc., et surtout de généraliser cette analyse en distinguant le modèle théorique de l'économie marchande et celui de l'économie collective, puis en recherchant les règles d'une rationalité économique générale (et non

plus simplement marchande); mais cette approche est loin de faire l'unanimité parmi les économistes et exige encore de toute évidence de multiples approfondissements.

Analyses plus spécifiques liées aux politiques économiques

Les recherches conceptuelles et théoriques qui viennent d'être évoquées paraîtront sans doute bien abstraites aux yeux des responsables politiques: je rappelle qu'elles s'adressent en priorité aux milieux «académiques» (au sens large, qui devrait comprendre les «think tanks» au sein des organisations internationales et des milieux associatifs). Je répète aussi que je les crois indispensables pour renouveler les politiques de développement «de la société» ou, si l'on veut, pour dégager le «développement social» des ornières dans lesquelles il s'est embourbé. Mais ce renouvellement exigera aussi, cela va de soi, des réflexions beaucoup plus concrètes sur les politiques elles-mêmes. J'énumère à nouveau, sans essayer de les développer ici, quelques-uns de ces domaines de réflexion qui me paraissent indispensables pour préparer un changement de ces politiques concrètes.

(a) Poursuite de l'identification des *problèmes de société les plus aigus* du monde actuel, qui avait été entreprise en préparation de Copenhague: on y retrouvera, bien sûr, les grands problèmes du «développement social», pauvreté, exclusion, chômage, désagrégation des liens sociaux, etc. Mais cette identification devrait désormais se prolonger, beaucoup plus explicitement, dans celle des *liens* entre l'émergence ou la persistance de ces problèmes, d'une part, et les *politiques économiques* suivies dans le passé, d'autre part, ainsi que les conceptions qui les fondent concernant la place de l'économie dans la société. Dans le programme de travail des groupes concernés, en liaison avec les analyses générales suggérées ci-dessus, cette analyse pourrait se traduire notamment par l'étude de quelques expériences historiques spécifiques particulièrement significatives.

b) Analyse visant à préciser et à circonscrire *l'emprise de l'économie marchande* – et donc des règles du marché, demande solvable, recherche du profit, concurrence, rentabilité, compétitivité – dans la conception et la mise en œuvre des politiques économiques et des politiques de développement les plus répandues. En pratique: les programmes de travail pourraient envisager une étude de synthèse de la littérature existante, des analyses de textes de doctrine (ceux de la Banque mondiale, par exemple), des analyses de certaines expériences particulières.

(c) Identification et analyses des *principaux thèmes de politique de développement* sur lesquels devrait se centrer le renouvellement des politiques existantes. Ces thèmes seraient notamment les trois suivants:

- *croissance économique,*
- *ouverture extérieure,*
- *partage des rôles* entre pouvoirs publics (nationaux et internationaux), forces du marché et acteurs de la société civile.

Cette identification des thèmes de politiques devrait être couplée avec une réflexion sur la *diversité possible des objectifs de développement*, dès lors que l'on accepte de sortir d'un économisme réducteur. Enfin, il faudrait se rappeler que des objectifs de politiques formulés abstraitement ne sont rien s'ils ne se traduisent pas en *priorités* effectives, assortis d'*indicateurs* précis et rendus possibles par un aménagement de la structure des *pouvoirs*.

(d) Exploration, à partir du point précédent, des composantes de quelques *politiques alternatives* portant sur des domaines plus limités (par exemple en matière de santé, d'éducation, de travail).

(e) Réflexion *éthique* sur certains de ces thèmes et leurs conséquences, notamment ceux des droits de l'homme, de la pauvreté, de l'inégalité, de l'exclusion, de la violence.

Il ne faut évidemment pas s'étonner que cette liste débouche sur une série d'exemples qui figurent dans tous les exposés généraux sur le «développement social»: le but du raisonnement proposé ici n'est pas de s'écarter de ces problèmes concrets, dont la réalité et la gravité ne font aucun doute, mais de les dégager d'une problématique conventionnelle et abstraite de «développement social» qui risque de mener à l'impuissance en ces matières.

Organisation des travaux

Les propositions de base ci-dessus s'adressent à divers groupes. Ils devraient faire l'objet d'une discussion séparée dans ces différents groupes, puis d'un programme de travail préliminaire pour chacun d'entre eux, en fonction de leurs buts, de leurs compétences et de leurs disponibilités.

IUED, février 2000

Deuxième note

De la pauvreté de la notion de développement social

La présente note essaie de préciser davantage pourquoi la réflexion sur le «développement social» – telle qu'elle est actuellement conceptualisée par les principales instances responsables – est condamnée à l'insuffisance, sinon même à l'impuissance, dans le contexte historique d'aujourd'hui; elle conclut en suggérant une démarche de définition des priorités de la recherche et de l'action dans ce domaine.²

La réalité et la gravité des problèmes classés aujourd'hui comme les principaux défis du «développement social» – ceux de la pauvreté, du chômage, de l'exclusion, de la désintégration du lien social – ne peuvent être niées par personne. Mais cette gravité contraste cruellement avec les insuffisances manifestes des approches actuelles du «développement social» et de la «lutte contre la pauvreté»: il est donc essentiel de s'interroger sur les raisons de ces insuffisances.

Dans les notes ci-dessous, qui ne constituent pas l'aboutissement d'une recherche passée mais proposent un point de départ pour une recherche collective à entreprendre, je formule quelques hypothèses préliminaires et synthétiques sur

- (a) la cohérence historique relative du modèle de développement occidental;
- (b) la rupture de cette cohérence, introduite par la radicalisation néo-libérale et sa tentative de mondialisation;
- (c) les insuffisances et les contradictions des politiques de développement social qui prétendent s'attaquer aux conséquences les plus dommageables de cette rupture de cohérence; et
- (d) les priorités qui pourraient être celles d'une approche renouvelée du développement social.

² Je me suis particulièrement inspiré, pour la rédaction de cette note, d'un texte de Sophia MAPPA synthétisant la problématique et les conclusions d'une réunion du Forum de Delphes. Ce texte est publié sous le titre: «Introduction générale. Développement, lien social et pouvoirs publics», dans un ouvrage collectif publié sous la direction de Sophia MAPPA, *Le lien social du Nord au Sud*, Karthala, Paris, 1999, pp. 7-45.

Par ailleurs, plusieurs idées que j'évoque ici succinctement sont développées davantage dans l'ouvrage: Christian COMELIAU, *Les impasses de la modernité. Contre la marchandisation du monde*, Le Seuil, Paris.

Le difficile équilibre de la «modernité»

Même s'ils ne peuvent faire oublier ses coûts sociaux considérables, les succès historiques du modèle de développement occidental en termes de progrès social général – depuis la Renaissance, le siècle des Lumières et surtout la révolution industrielle – demeurent exceptionnels; ils ont d'ailleurs été utilisés, durant plus d'un demi-siècle, comme la référence et la justification de la mondialisation de ce modèle.

Du point de vue qui nous intéresse ici – celui du «lien social», ou si l'on veut, de la cohérence et de la viabilité des sociétés qui ont été transformées par l'émergence de ce modèle – quelles en sont les caractéristiques majeures? Elles peuvent être présentées brièvement dans les termes suivants.

Tout d'abord, et même si son origine est incontestablement marquée par la montée de la philosophie individualiste, le modèle historique est caractérisé par *un effort d'équilibre remarquable entre ses dimensions individuelles et collectives*: affirmation progressive de l'individu libre, autonome et responsable, et donc d'une société admettant la différenciation des individus, la réalité des conflits et la nécessité de leur arbitrage; mais aussi rôle des pouvoirs publics pour protéger et garantir cette liberté individuelle par la régulation sociale, et pour promouvoir l'intégration sociale nécessaire à la viabilité de ces sociétés différenciées. On pressent immédiatement les risques que peuvent entraîner la rupture d'un équilibre aussi délicat et l'hypertrophie de l'une ou l'autre de ses composantes, d'autant plus que les intermédiaires entre les individus et l'Etat, eux, ne sont pas reconnus: risque de radicalisation de l'individualisme autour des institutions qui le traduisent (et notamment celle du marché); risque de renforcement autoritaire d'un Etat hétéronome et technocratique. On va y revenir.

Car cet équilibre lui-même ne s'explique pas sans un arrière-plan lié à la société qui l'a progressivement mis en œuvre. Les éléments les plus importants de cet arrière-plan sont notamment: *un système de valeurs* reconnues (la liberté, mais aussi l'égalité, la fraternité, le droit et la loi, la propriété); un ensemble d'*institutions* (le marché, en tant que lieu de rencontre des offres et des demandes des individus, et en tant que mécanisme d'arbitrage entre leurs prétentions conflictuelles; mais aussi l'Etat de droit et les formes du pouvoir qui s'y rattachent); et bien entendu un ensemble d'*acteurs* concrets, agissant dans *un contexte historique*, et plus largement *une culture*, qui ont ainsi constitué le creuset de l'émergence du modèle.

Ainsi, s'il est indéniable que le modèle occidental va être marqué par la prédominance des préoccupations économiques, le modèle n'est *pas purement ou exclusivement économique* dans sa structure: il est constitué à la fois d'instances politiques et administratives de régulation, d'instances économiques où la propriété des biens s'est substituée à la propriété des hommes caractéristique de l'Ancien Régime, et bien sûr de structures sociales et de fondements culturels. A nouveau se profile le risque d'hypertrophie de l'une ou l'autre de ces composantes, et particulièrement d'un déséquilibre de pouvoir entre les instances économiques et politiques.

Au total – et au-delà de ce que chacun peut penser des valeurs sous-jacentes et de leur traduction dans la réalité sociale – ce modèle historique peut se prévaloir, à son origine, d'une certaine forme de *rationalité*, autour de cet équilibre entre l'individuel et le collectif et de la libre adhésion des individus qu'il postule. En ce sens, on peut même affirmer que c'est la montée de l'individualisme qui fait émerger les

préoccupations d'intérêt général: car «seule une société qui pose explicitement la question de l'intérêt particulier peut poser celle de l'intérêt général».³

La rupture néo-libérale de l'équilibre

C'est cet équilibre imparfait mais subtil que viennent rompre les politiques néo-libérales, dont l'importance pratique et les interventions se sont considérablement renforcées depuis une vingtaine d'années. L'émergence massive de ces politiques se traduit par le *renforcement considérable du rôle du marché*, avec ses règles de rentabilité et de compétitivité, en tant qu'instrument de régulation des rapports entre les individus. Mais là où les sociétés admettaient l'autonomie et la différenciation des personnes, voici que se trouve privilégiée une instance hétéronome de régulation (et peut-être même d'homogénéisation), le marché, qui d'une certaine manière «expulse le sujet à l'extérieur de la société»⁴ au nom d'un principe de régulation impersonnel, notamment celui de la concurrence (fût-elle monopolistique), et sans considération pour les inégalités qui résultent d'une référence systématique à la seule demande solvable, et donc à la répartition initiale des revenus. Cette hypertrophie du rôle du marché s'accompagne, bien entendu, de la réduction corrélatrice du rôle des pouvoirs publics: les interventions de ceux-ci représentent inévitablement des «distorsions» dans une conception puriste de la régulation marchande, et en conséquence le rôle de l'Etat ne peut être que réduit aux fonctions régaliennes minimales, ou au moins instrumentalisés par rapport au bon fonctionnement du marché.⁵ D'où la disparition, en pratique, de la préoccupation de l'intérêt général, sauf sous sa forme agrégée et illusoire de la somme des demandes marchandes.

Comment s'explique cette dérive? Au-delà des explications évidentes liées au contexte historique (technologique et géopolitique), la recherche devrait s'attacher à l'analyse de la *logique interne* de l'économie de marché, et en particulier:

- a) au processus d'*autonomisation progressive de l'économie* par rapport à la société (le célèbre «désencastrément» de Polanyi);
- (b) à la logique de *croissance* indéfinie inséparable d'un système privilégiant de plus en plus le critère de l'accumulation du profit; et
- (c) à une série de *mécanismes cumulatifs* qui caractérisent l'économie de marché, celui de l'extension de la marchandisation elle-même, bien sûr, mais aussi celui de l'inégalité (en raison de la référence systémique à la répartition initiale des pouvoirs d'achat), et donc de la concentration progressive des bénéfices du système sur les plus forts, et celle de ses coûts sur les plus faibles.

Une telle évolution, on le voit bien, tend à ignorer l'équilibre des composantes évoqué plus haut, ainsi que le contexte politique et social qui avait assuré la viabilité et les succès du modèle historique à son origine. Elle prétend ignorer, en particulier: l'équilibre de valeurs abstraites de référence, qui étaient à la fois de nature

³ Sophia MAPPA, *op. cit.*, page 18.

⁴ Sophia MAPPA, *op.cit.*, page 12.

⁵ Sur ce point, je me permets de renvoyer à mon article «L'Etat subordonné», dans Marc HUFTY (sous la direction de): *La pensée comptable. Etat, néo-libéralisme, nouvelle gestion publique*, Nouveaux Cahiers de l'IUED, n° 8, décembre 1998, pp. 41-56.

individuelle et collective; la multiplicité et la différenciation des acteurs concernés, et en particulier le rôle des instances collectives et publiques; et enfin la tradition historique et culturelle, et en particulier la *volonté de vivre ensemble* que supposait la libre adhésion des individus membres des sociétés concernées.

Mais un phénomène supplémentaire vient considérablement aggraver les conséquences de la rupture d'équilibre: c'est l'expansion du modèle lui-même vers l'ensemble de la planète, et donc son *exportation*, souhaitée ou imposée, vers des sociétés bien différentes de celles qui ont constitué son milieu d'origine. Les déséquilibres évoqués ci-dessus s'en trouvent profondément aggravés, puisque les systèmes de valeurs y sont largement différents, et puisque les rapports entre les individus et les groupes y sont souvent d'une autre nature. Cette différence s'observe notamment sous l'angle de l'autonomie et de la responsabilité: la culture et la volonté de vivre ensemble y sont soumises à des contraintes de nature différente mais souvent impérieuses; et l'on peut ainsi admettre que cette volonté de vivre ensemble, dans un cadre économique et social entièrement transformé par l'émergence du modèle de développement occidental, constitue bien l'un des obstacles majeurs au «développement» dans les sociétés du Sud aujourd'hui. C'est cependant pour ces pays que la prétention à des interventions de «développement social» est le plus fortement affirmée dans les milieux internationaux.

En conclusion, au moins deux conséquences majeures de cette rupture d'équilibre doivent être notées:

(a) C'est d'abord le fait qu'une forme de progrès global, qui était relativement équilibrée du point de vue de la société dans son ensemble, avec les individus et les groupes qui la composent, est remplacée par une approche nettement plus *fragmentée* du développement, davantage axée sur l'économie de marché et sur la sélection «marchande» des bénéficiaires qui en résulte. D'où l'aggravation concomitante des phénomènes d'inégalité, d'exclusion et d'appauvrissement du lien social, à la fois au Nord et au Sud, mais souvent de manière plus dramatique dans les sociétés moins armées pour se défendre. Une telle approche du développement, parce qu'elle est fragmentée, est moins capable de maîtrise globale des effets du développement dans la société: elle se cantonne donc sur des effets partiels, plus immédiats et plus liés à l'économie de marché: on peut ainsi parler d'une approche plus «*gestionnaire*» du développement.

(b) C'est ensuite l'obligation où se trouvent les gestionnaires de l'économie mondiale – même si la plupart d'entre eux n'ont pas l'air aujourd'hui de s'en rendre compte – de s'interroger plus spécialement sur les perspectives ouvertes par cette volonté d'exportation du modèle occidental vers l'ensemble de la planète. Car la question n'est pas seulement celle des déséquilibres sociaux entraînés par cette expansion plus ou moins autoritaire; elle consiste, beaucoup plus largement, à savoir *s'il sera réellement possible de généraliser les bénéfices de ce modèle*, compte tenu des coûts sociaux et écologiques exorbitants qu'il entraîne déjà, aujourd'hui, au seul bénéfice d'une minorité. Si le modèle n'est pas généralisable et si la promesse du développement pour tous n'est formulée que dans le cadre d'une propagande mensongère et illusoire, la prétendue «lutte contre la pauvreté» ne représente plus qu'un alibi provisoire, dont les durs lendemains ont peut-être déjà commencé...

Les contradictions du développement social

C'est dans ce cadre qu'il faut tenter d'apprécier les chances de succès des programmes de «développement social» actuellement proposés par les coopérations nationales et internationales au développement. Faisons provisoirement abstraction des promesses volontairement mensongères, et admettons la sincérité réelle des promoteurs de ces programmes. On peut considérer que ces programmes prétendent poursuivre à la fois:

1. la correction directe, en raison de leur caractère intrinsèquement inacceptable, des effets sociaux les plus négatifs du développement économique de type néo-libéral;
2. la protection du jeu du marché et des intérêts de ses acteurs dominants, parce que les troubles sociaux peuvent mettre en danger l'ordre public nécessaire au fonctionnement de ce marché;
3. la viabilité du système social dans son ensemble, considéré comme lié indissolublement à l'économie, et même à l'économie de marché.

Cependant, ce qui précède suffit à suggérer les raisons de l'insuccès probable de ces programmes de développement social. Car on voit maintenant que ces programmes sont affectés d'un véritable *défait de logique*, dans la mesure où ils s'attaquent, comme Sisyphe, aux conséquences d'un processus sans s'en prendre à ses causes, c'est-à-dire aux effets sans cesse renaissants de mécanismes économiques que personne ne songe à modifier en profondeur. On voit aussi qu'ils sont affaiblis par leur *caractère partiel*, fragmentaire, puisqu'ils cherchent à rétablir des équilibres qui n'avaient pu être atteints dans le passé (et encore, de manière relative), que grâce à un contexte très particulier de valeurs, d'institutions et d'acteurs, contexte que personne ne songe sérieusement à rétablir. De plus et enfin, on peut évoquer une situation d'*inconscience partielle* plus ou moins entretenue: aucun des protagonistes de ces programmes, en effet, ne semble vouloir prendre en compte les vraies raisons de l'insuffisance de ces mesures telles qu'elles ont été exposées ci-dessus: les dominants parce que les modifications nécessaires risqueraient de s'opposer à leurs intérêts, ou au moins à leurs intérêts immédiats; les dominés parce qu'il leur est plus commode de rejeter l'entière responsabilité de leur situation sur l'extérieur.

Conclusion: pour un autre développement social

La critique radicale qui vient d'être esquissée ne prétend pas suggérer l'abandon de tout programme «social» s'attaquant aux effets de société négatifs du développement tel qu'il est actuellement mis en œuvre. Bien au contraire: elle veut seulement dénoncer la résignation croissante face à l'insuffisance de ces programmes, en montrant que si l'on veut progresser, *le problème doit être posé autrement*.

C'est cette problématisation qui devrait faire l'objet d'un programme de recherche novateur à propos du «développement social». Le contenu d'un tel programme ne peut être détaillé ici, et je me borne à conclure provisoirement cette critique en relevant deux composantes de l'effort nécessaire. Car il est indispensable de comprendre, malgré l'approche un peu abstraite qui a été volontairement adoptée ici, que ce problème n'est pas purement académique, théorique ou conceptuel; qu'il concerne de graves problèmes concrets de vie quotidienne pour des centaines de millions de personnes et qu'il faut donc déboucher sur des propositions d'action

pratique. C'est pourquoi il faut insister sur la *double dimension de l'effort de renouvellement nécessaire*: la fois conceptuelle et opérationnelle.

Sur le plan *conceptuel*, quelques premiers repères se dégagent pour la réflexion et la recherche nécessaires: elles concernent la définition même du développement social, de ses objectifs de base et de ses concepts fondamentaux; elles concernent aussi le réexamen des composantes du modèle de développement dominant, de sa logique interne dans la modernité et des dérives de cette logique dans le cadre néo-libéral; elles concernent enfin l'examen détaillé et concret des mécanismes et des processus cumulatifs d'évolution de ce modèle et de ses dérives.

Sur le plan *opérationnel*, les priorités peuvent être esquissées comme suit:

(a) C'est aux *déséquilibres intrinsèques du modèle de développement* lui-même qu'il faut s'attaquer en priorité, sur la base des analyses évoquées ci-dessus: ces déséquilibres sont d'abord ceux qui résultent non pas du recours aux mécanismes du marché, mais du recours exclusif à ces mécanismes: de multiples exemples peuvent en être trouvés et analysés dans le domaine des politiques de croissance, d'ouverture extérieure, de rémunération des facteurs, de fiscalité et de dépenses publiques, etc. Il faut donc restaurer en priorité l'exigence de réexamen des politiques dites «globales», et notamment celui des politiques institutionnelles (au sens de la définition des «règles du jeu»), plutôt que la seule critique «fragmentée» des comportements micro-économiques et microsociaux.

(b) C'est ensuite aux *difficultés spécifiques de la transposition de ce modèle dominant dans d'autres cultures* qu'il faut s'en prendre. Non pas pour en définir autoritairement les solutions adaptées à chaque situation: il est probable que seuls les intéressés en soient capables, surtout si l'on se souvient de l'exigence de consensus et de «vouloir vivre ensemble». Mais pour modifier, à nouveau, les règles du jeu elles-mêmes, c'est-à-dire l'autonomie et les pouvoirs de décision reconnus à chacun par rapport aux règles prétendument incontournables du marché et de l'ordre hégémonique mondial. C'est dans ce domaine que l'analyse d'expériences spécifiques réussies pourrait être le plus utile.

(c) C'est enfin – mais en troisième ordre de priorité seulement (ce qui ne veut pas dire que certaines actions immédiates ne soient pas envisageables pour porter remède aux situations les plus dramatiques) – la mise au point de mesures et de politiques concrètes, à divers niveaux, pour *corriger a posteriori les effets sociaux (et écologiques) les plus négatifs* de la mise en œuvre d'un modèle de développement dominé par les préoccupations économiques marchandes.

Cette conclusion peut apparaître comme décourageante. D'abord parce que la critique négative est radicale. Mais aussi et surtout parce que cette proposition de recherche suppose un cadre général tellement ambitieux qu'il revient, en fait, à un bouleversement en profondeur de ce qu'on appelle les «études de développement».

Je ne récusé pas cette ambition. Car je crois que nous n'avons pas le choix: les enjeux sont considérables, mais les contradictions et les impuissances du développement social sont dramatiques. Nous avons donc besoin d'une réorientation en profondeur, tant dans la recherche théorique que dans la mise en œuvre des politiques et des programmes. Cette réorientation ne peut reposer que sur *une réflexion collective*, à laquelle nous ne pouvons pas nous dérober.

Troisième note

Réexamen et nouvelle approche de la notion de développement social

Cette troisième note fait suite aux deux précédentes, dans ce qui constitue une tentative de longue échéance pour identifier progressivement une approche nouvelle du développement social, afin que celui-ci ne soit plus un simple correctif du développement économique.

Elle s'appuie notamment sur la réflexion indienne – les Indiens peuvent affirmer à bon droit qu'ils proposent depuis plusieurs décennies ce que les Nations Unies découvrent depuis cinq ans sous le terme de «développement social», ou la Banque mondiale sous celui de «lutte contre la pauvreté» – et plus particulièrement sur les travaux d'un économiste de Madras, C.T. Kurien.⁶

A la différence des deux premières, cette note ne se limite pas à l'analyse, elle tente d'aborder les premières conditions d'une action politique. Mais il est évident que la recherche doit se poursuivre bien au-delà de ces quelques notes préparatoires. J'insiste donc pour que ces observations successives ne soient considérées que pour ce qu'elles sont, à savoir des contributions préliminaires à ce qui devrait constituer une recherche collective de longue haleine. Recherche veut dire tâtonnements sans cesse répétés: j'espère que la discussion permettra à ces notes de se dégager peu à peu de ces insuffisances des commencements.

Introduction

Le point de départ de cette réflexion est le même que celui des notes précédentes. Il peut être résumé dans les termes suivants:

(a) Le développement, dans le cadre de mondialisation qui est devenu le sien, reste le plus souvent présenté comme *une promesse de progrès social qui peut être généralisée*, c'est-à-dire étendue progressivement, sous sa forme actuelle, depuis les pays industrialisés jusqu'à l'ensemble de la planète. Ce premier postulat appelle, bien entendu, un

⁶ Je me suis servi en particulier de deux de ses ouvrages, publiés tous deux en 1992: C.T. KURIEN: *The Economy. An Interpretative Introduction*, Sage, New Delhi, Newbury Park, London; et surtout C.T. KURIEN: *Growth and Justice. Aspects of India's Development Experience*, Oxford University Press, Madras, Delhi, Bombay, Calcutta.

questionnement sur la nature de ce qu'est réellement le développement et sur la différence entre «progrès social» et «expansion des affaires et du profit».

(b) En réalité, on sait que le processus de développement actuel – en particulier lorsque son contenu est celui du «modèle de développement» dominant, d'origine occidentale – engendre à la fois *des avantages et des coûts, étroitement liés entre eux*: il est donc possible d'identifier simultanément *des bénéficiaires et des victimes* de ce processus de développement, en situation d'interdépendance les uns par rapport aux autres. Si l'on reconnaît pleinement cette interdépendance, il n'est plus possible de fonder un projet de société sur la simple élimination des coûts les plus graves des composantes «économiques» du développement, grâce à un correctif constitué d'un dosage additionnel de composantes «sociales», et sans s'attaquer aux *causes structurelles et systémiques* de ces coûts. Plus généralement, pour s'engager dans une perspective de développement différente, il faut rappeler avec force une évidence que notre système nous a fait perdre de vue: c'est qu'en dépit de la prédominance apparente de ses dimensions économiques, le processus de développement concerne en priorité *le destin des hommes* avant la gestion des choses.

(c) C'est pourtant cette croyance en une approche purement «correctrice» qui domine aujourd'hui les perspectives du développement social. Si l'on admet qu'une telle approche est par définition insuffisante, *la question du développement social doit être reformulée dans des termes radicalement différents*. Cette approche nouvelle implique notamment

- que l'on tente d'élaborer une vue intégrée du progrès de la *société*, pour l'ensemble des groupes qui la constituent et dans l'ensemble des composantes de ce progrès;
- que l'on précise la *place de l'économie* dans ce progrès de la société, sans confondre cette économie avec une forme d'économie particulière (et notamment avec sa forme marchande);⁷
- que l'on s'interroge, en particulier, sur la nature du *lien social* au sein de cette société, et sur les exigences de *l'équilibre social* (sans avoir besoin de «reporter» les déséquilibres vers l'extérieur, comme le faisait par exemple le système colonial);
- que cette tentative d'approche systématique et nouvelle du développement social, qui procède nécessairement par voie d'abstraction et de théorisation, s'attache à ce qui est *essentiel*, mais demeure en même temps très *concrète*. Car face aux abstractions des économistes⁸, on peut sans doute considérer l'approche du développement social comme une tentative désespérée pour identifier et retrouver la maîtrise des aspects concrets de la société et de son progrès.

Dans les pages qui suivent, on s'attachera d'abord à quelques composantes essentielles de *l'analyse* nécessaire de la notion de développement social, et en particulier à la contradiction de base entre développement social et économie de marché. On examinera ensuite quelques conditions préliminaires qui devraient permettre l'élaboration de *politiques* de développement social. Cette perspective politique n'indique pas seulement le souci de faire déboucher la critique négative sur

⁷ Pour C.T. KURIEN (*The Economy, an interpretative Introduction*, p. 20): «An economy is a structure of relationships among a group of people in terms of the manner in which they exercise control over resources, use resources and labour in the production of goods and services, and define and settle the claims of the members over what is produced.»

⁸ Comme le souligne C.T. KURIEN (*The Economy, an interpretative Introduction*, pp. 127-128), la «valeur d'échange» – qui est au centre de l'économie de marché et dont on va reparler – peut être définie comme «wealth in the abstract, and not wealth in any specified form».

des propositions positives. Elle découle aussi de deux convictions qu'engendre inévitablement la réflexion sur le développement social: c'est d'abord la place centrale qu'il faut accorder à la notion de *pouvoir* dans toute cette réflexion (qu'il s'agisse de marché ou d'Etat); c'est ensuite la dimension explicitement *éthique* qui est celle de toute recherche sur le développement social.

Eléments d'analyse

On insistera successivement dans cette section sur les conditions sociales initiales à prendre en considération dans l'analyse préalable à toute tentative de développement social; sur l'importance des éléments institutionnels; sur le caractère cumulatif du processus de développement engendré dans ces conditions institutionnelles et sur les conséquences de ce type d'institutions; on conclura enfin sur la contradiction de base entre les processus engendrés par l'économie de marché – surtout par l'économie capitaliste de marché – et l'exigence de développement social.

(a) Les *conditions initiales* spécifiques de la société pour laquelle on parle de développement social doivent être prises en considération et analysées explicitement, pour la simple raison qu'il est absurde de vouloir modifier par des mesures standards, homogènes et autoritaires, des situations sociales inévitablement diversifiées et hétérogènes. Toute stratégie de développement s'inscrit ainsi dans un système économique et social déterminé – le capitalisme est aujourd'hui omniprésent – mais aussi dans les structures spécifiques de la société concernée.

L'analyse de ces conditions initiales porte donc notamment sur

- les caractéristiques de la stratification sociale;
- les disparités et inégalités qui marquent cette stratification, ainsi que les mécanismes cumulatifs qui poussent à l'aggravation de ces inégalités;
- divers éléments supplémentaires qui conditionnent l'évolution de cette société, et en particulier les liens qu'elle entretient avec l'extérieur;
- enfin – ce qui est probablement le plus important – l'analyse doit tenter de dresser un tableau des *intérêts en présence* dans la société concernée, ainsi que des *rapports de complémentarité ou d'antagonisme* entre ces divers intérêts en présence, car ce sont bien évidemment ces intérêts et les rapports entre eux qui vont conditionner les chances et les modalités concrètes du développement social. L'ignorance de ces rapports d'intérêts dans beaucoup de stratégies actuelles ne peut alors s'analyser que comme le produit d'une naïveté désarmante, à moins que ce ne soit celui d'une désinvolture cynique.

(b) Les *institutions* en vigueur constituent un deuxième objet essentiel de cette analyse préalable, dans la mesure où elles concernent notamment, comme le suggère C.T. Kurien⁹, les conditions d'organisation de la subsistance, celles de l'appropriation du surplus, et finalement celles qui définissent le rôle des pouvoirs publics. Deux éléments de cette structure institutionnelle doivent être particulièrement évoqués ici:

- l'organisation de la *propriété*, parce qu'elle détermine directement l'accès aux ressources, et donc aussi l'exclusion de l'accès aux ressources (voir l'expression appropriation «privative» ou «exclusive»);

⁹ *Growth and Justice*, p. 51.

- et plus généralement le mode de régulation de l'économie et les critères de comportement qui en découlent. Dans la plupart des sociétés nées de la modernisation, c'est évidemment le rôle du *marché* qui est en jeu, et dont il s'agit de bien comprendre la nature.

Le marché constitue un mode de régulation impersonnel et abstrait qui tend à se substituer progressivement aux relations personnelles et concrètes qui caractérisaient les sociétés traditionnelles. L'extension actuelle de l'économie de marché sous sa forme capitaliste généralise cette réduction des relations sociales à la forme marchande: elle substitue la recherche des *valeurs d'échange* à celle des *valeurs d'usage* et, plus largement, elle accumule ces valeurs d'échange, c'est-à-dire qu'elle se sert des ressources pour accumuler d'autres ressources. C'est la généralisation, suivant des mécanismes cumulatifs qui peuvent être identifiés, du *critère de l'accumulation du profit appropriable* comme mode de régulation quasi unique de l'économie et de la société.¹⁰ La résurgence des préoccupations de développement social n'a pas d'autre origine que les déséquilibres engendrés par cette généralisation. On ne peut donc ignorer *la nature antagonique des rapports entre le développement social et la généralisation des rapports marchands*.

(c) Ce sont donc les principales *conséquences* de cette généralisation des rapports marchands qu'il importe d'identifier si l'on veut préciser la tâche du développement social. Ces conséquences résultent du jeu des mécanismes cumulatifs déjà évoqués, et c'est pourquoi il importe de raisonner en termes de «logique de système» ou de modèle. Le sujet est immense et je me limite ici à un bref rappel.

Rappelons d'abord le théorème central de la théorie économique de ce point de vue, non pour prétendre invoquer une sorte de pseudo-garantie scientifique, mais parce que cette référence à la théorie (le plus souvent, d'ailleurs, sans en préciser les conditions de validité) demeure extraordinairement présente dans les recommandations politiques des maîtres du système, et en particulier des organisations internationales à compétence économique. Selon ce théorème, dans la mesure où les hypothèses de la concurrence pure et parfaite sont réalisées, la généralisation de la relation marchande permet d'atteindre un résultat «optimal» par rapport à la répartition initiale des ressources et des pouvoirs (voir les «conditions initiales» évoquées plus haut). Cet optimum, dit de Pareto, est défini par une situation où il n'est plus possible d'améliorer la position d'aucun partenaire sans aggraver la position d'un autre.

Evoquant ce principe théorique, C.T. Kurien rappelle toutefois les deux conditions dites «de survivance», qui ont été précisées par la théorie de l'équilibre général telle qu'elle a été formulée par K.J. Arrow et G. Debreu, mais qui sont plus rarement évoquées par les partisans de la généralisation des relations marchandes (pour une raison évidente, qui est que cet argument modifie profondément la portée de la théorie dans les économies peu développées). Il faut, premièrement, que l'offre globale suffise à assurer la survivance de l'ensemble des consommateurs; il faut, deuxièmement, que chaque consommateur individuel puisse survivre sur la base des ressources qu'il possède sans être obligé de s'engager dans l'échange, condition qui peut ne pas être vérifiée dans les économies pauvres et surpeuplées.¹¹ D'où l'interrogation légitime sur le caractère souhaitable d'une marchandisation généralisée dans ce type d'économie.

¹⁰ J'essaie notamment de le faire dans *Les impasses de la modernité. Critique de la marchandisation du monde*, ouvrage à paraître aux Editions Le Seuil en septembre 2000.

¹¹ C.T. Kurien, *Growth and Justice*, p. 259. L'argumentation de Arrow et Debreu figure dans leur article «Existence of Equilibrium for a Competitive Economy», *Econometrica*, July 1954.

Dans la même ligne de raisonnement, on peut évoquer les critiques suivantes:

– aussi longtemps qu'il se poursuit, l'échange marchand serait, par définition, favorable aux deux échangistes: mais c'est oublier que la liberté réelle des échangistes n'est pas toujours celle prévue par la théorie, notamment lorsque leur subsistance est en jeu;

– l'ouverture extérieure dans le domaine commercial ou financier est un cas particulier de l'échange marchand: la remarque qui précède s'y applique donc, et l'on peut considérer que, comme le processus de développement lui-même, cette ouverture comporte des avantages et des coûts, inégalement répartis entre des groupes sociaux bénéficiaires ou victimes;

– l'exigence de *croissance indéfinie* de la production et du revenu, le plus souvent assimilée au développement, repose elle-même sur un calcul marchand et ne s'explique que par le critère de l'accumulation indéfinie du profit ou du pouvoir, d'autant plus qu'elle utilise des ressources pour accumuler d'autres ressources et qu'elle admet parfaitement d'être «tirée» par une logique de demande solvable extérieure plutôt que par les besoins internes de la collectivité concernée; elle ne profite donc pas nécessairement à tout le monde et ses effets doivent être analysés, encore une fois, à travers les structures économiques et sociales initiales;

– l'endettement, avec les obligations qui en découlent et qui sont souvent présentées comme une simple conséquence du respect des contrats, devrait aussi être réexaminé à la lumière de ce critère de l'accumulation et des liens qu'il entretient avec l'exigence de croissance .

Dans tous ces processus, on le voit, les critères abstraits du marché (valeur d'échange, demande solvable, rentabilité, accumulation indéfinie du profit) se substituent aux demandes de valeurs d'usage, de biens collectifs, de solidarité et plus largement de «lien social», quitte à «récupérer» ces valeurs collectives elles-mêmes dans certains cas où elles peuvent être instrumentalisées au service du marché lui-même (c'est le cas, par exemple, du respect de l'environnement, voire de la démocratie).

Ajoutons enfin que chacun de ces arguments est aujourd'hui considérablement renforcé par la mondialisation en général, et surtout par la globalisation financière, qui accentue précisément ce caractère abstrait de l'accumulation des valeurs d'échange.

Au total, on voit bien que c'est le contexte systémique et structurel qui rend à la fois nécessaire et difficile le «développement social»: *ce ne sont pas des mesures correctrices appliquées aux seules conséquences de cette contradiction qui peuvent tenir lieu de développement social.*

Eléments de politique

Le défi est toujours le même. En formulant une critique radicale, on se condamne à proposer en même temps une solution radicale: soit l'abandon pur et simple du contenu de la notion de «développement social», et donc de l'ambition même de progrès de la société, ce qui n'est évidemment pas acceptable; soit la recherche opiniâtre d'une solution positive différente, sous la forme d'une approche alternative du développement social; mais cette recherche ne peut se contenter d'un raisonnement théorique, elle doit ouvrir la voie à une solution politique concrète. Ce qui paraît bien ambitieux, puisque personne ne semble aujourd'hui disposer d'une

solution qui soit à la fois satisfaisante et praticable. C'est cependant dans cette seconde voie que je souhaite poursuivre la recherche, en en identifiant au moins les premiers jalons, et sans distinguer pour l'instant entre les divers niveaux (national, international ou local) de politiques applicables.

Les points de repère suggérés ici se limitent à trois domaines: les exigences de base d'une approche nouvelle du développement social, le rôle de la croissance économique, les objectifs et les moyens des pouvoirs publics.

(a) Les *exigences de base de l'approche nouvelle* découlent directement de la réflexion critique qui précède.

Puisque le progrès de chaque société ne peut prendre forme qu'à l'intérieur des structures économiques et sociales qui caractérisent chacune d'entre elles, *ce sont ces structures, et plus particulièrement les structures de pouvoir, qui doivent être modifiées à travers la politique recherchée*: qu'il s'agisse de pouvoir sur le marché (ce qui peut impliquer redistribution des revenus et des modes d'accès aux facteurs de production, terre, connaissances, information, etc.) ou de pouvoir institutionnel dans la négociation politique à divers niveaux. Il s'agit d'abord de connaître ces structures spécifiques de pouvoir, et de ne plus prétendre appliquer partout des recettes homogènes qui ne peuvent mener qu'à l'échec. Il s'agit ensuite de transformer un système d'exclusion en un système d'inclusion, c'est-à-dire de réaliser *une diffusion beaucoup plus large de ce pouvoir*.¹² Il est vrai que les débats internationaux ont commencé à aborder cette question en parlant de l'exigence d'«*empowerment*» progressif des groupes écartés du pouvoir, mais la notion demeure souvent vague et on est encore bien loin de solutions pratiques satisfaisantes. Il s'agit enfin d'examiner systématiquement l'impact différentiel de toutes les politiques proposées sur les divers groupes sociaux, notamment en raison du partage existant des droits de propriété: là encore, certaines politiques internationales proposent des mesures spécifiques pour certains groupes «cibles», mais la plupart de ces politiques – les stratégies de «*lutte contre la pauvreté*» en constituent un bon exemple – se limitent encore à des mesures correctrices *a posteriori* plutôt qu'à une attaque préventive sur les causes mêmes de l'exclusion.

(b) L'objectif de *croissance économique*, et plus particulièrement celui de la croissance indéfinie (dite «*durable*») en tant que composante des stratégies de développement, constitue un deuxième thème de réflexion nécessaire pour les perspectives de développement social. Les raisons en ont été rappelées ci-dessus: elles résident notamment dans le mode de calcul marchand de cette croissance, et surtout dans les obstacles économiques, sociaux et écologiques auxquels elle se heurte.¹³ Sans entrer dans le détail d'un travail de recherche assez complexe qui reste à entreprendre, on peut souligner dès à présent une triple nécessité:

- nécessité d'abandonner la référence à un *indice synthétique* unique de croissance, indice dont la signification demeurera inévitablement encombrée d'équivoques; mais la solution n'est pas simple et la croissance globale ne peut être complètement écartée pour des raisons évidentes (car on ne peut se contenter de redistribuer un revenu créé par ceux qui peuvent le créer spontanément, il faut aussi assurer les conditions de génération d'un supplément global de revenu);

¹² «The goal of development ought to be the creation of a social system in which power is widely diffused among all the people» (C.T. Kurien, *Growth and Justice*, p. 26).

¹³ Je me permets de renvoyer à un texte esquissant une problématique de recherche sur ce point, texte que j'ai présenté lors d'un colloque à l'UNESCO sur le «consensus de Washington». Il doit être publié prochainement dans la *Revue Internationale des Sciences Sociales*, avec d'autres textes de ce colloque, sous le titre «L'exigence de la croissance indéfinie».

- nécessité de remplacer un tel objectif global par *divers taux de croissance spécifiques*, correspondant à des objectifs nécessaires et reconnus d'importance sociale (en termes de valeurs d'usage), mais sans ignorer l'ambiguïté persistante de tels chiffres qui demeurent fondamentalement tributaires des conditions d'offre et de demande (avec en outre des impacts différentiels sur divers groupes sociaux), ainsi que de diverses conditions aléatoires de réalisation;
- nécessité enfin d'une perspective de *long terme*, peu habituelle de la part des gestionnaires de la conjoncture, mais indispensable si la croissance doit être un instrument du développement.

(c) Quel rôle peuvent assurer les *pouvoirs publics* dans une telle perspective, puisque l'économie semble bien devoir demeurer fondamentalement une économie de marché?

La discussion a été entreprise ailleurs et ne sera pas répétée ici.¹⁴ Je voudrais seulement signaler que la contradiction soulignée par C.T Kurien à propos de l'Etat-nation – confronté aux antagonismes d'intérêts, dans une économie capitaliste, entre la classe sociale des «accumulateurs» et la société dans son ensemble¹⁵ – cette contradiction se retrouve aussi dans le discours de la Banque mondiale lorsqu'elle affirme à la fois soutenir les intérêts dominants (en conformité avec ses objectifs statutaires) et préconiser la lutte contre la pauvreté dans l'intérêt général. On est ainsi ramené au théorème de base de l'économie libérale: «développement = croissance = intérêts des accumulateurs de profit = intérêt de tous = développement». Mais la réalité est-elle aussi simple? Ne convient-il pas de mieux préciser, tant au niveau des économies nationales qu'à celui de l'économie mondiale, les *limites souhaitables de la marchandisation*?

Dernier commentaire sur l'Etat et sur ses moyens. On voit bien que le souci de l'intérêt général, par opposition aux intérêts particuliers (et sauf bien sûr si l'on s'accroche à la vieille légende de l'intérêt général assimilé à la somme des intérêts particuliers arbitrés par le marché), exige *une vision d'ensemble* de l'action politique à moyen et long terme à entreprendre. Cette vision, c'est l'idée même de ce que l'on appelait, jadis, la «planification du développement». Peut-on se passer d'une réflexion sur ce thème, ou si l'on veut, d'un réexamen de *l'organisation des politiques de développement à moyen et long terme*? Si l'économie doit être subordonnée à certaines décisions sociales, si le développement social suppose des choix – notamment quant aux besoins à satisfaire (mais aucun débat public sur le développement social n'aborde aujourd'hui la question de savoir qui va prononcer ces choix) – si enfin tout choix collectif implique stratégie de constitution des alliances nécessaires à ce choix, la réponse ne fait pas de doute.

Conclusion

Je résume. Les réflexions partielles proposées ci-dessus, simple étape d'un long chemin vers une recherche collective, s'appuient encore une fois sur les insuffisances du concept de développement social tel qu'il est formulé dans la rhétorique

¹⁴ Voir notamment le *Rapport sur le développement dans le monde, 1997* de la Banque mondiale, sous le titre «L'Etat dans un monde en mutation». Voir également divers articles de critique de ce rapport dans: Marc HUFTY (sous la direction de), *La pensée comptable. Etat, néo-libéralisme, nouvelle gestion publique*, Nouveaux Cahiers de l'IUED, Collection «Enjeux» N° 8, décembre 1998.

¹⁵ Voir C.T. KURIEN, *Growth and Justice*, p. 234: «...in this situation, can the State really serve the interest of the accumulators while at the same time also showing some concern for 'society at large?'».

internationale actuelle. J'ai donc essayé d'identifier d'abord quelques-uns des éléments d'*analyse* qu'il faudrait rassembler, préalablement à tout effort de développement social dans une société *spécifique* (conditions sociales et institutionnelles initiales, et conséquences pratiques de ces conditions); j'ai ensuite suggéré quelques-unes des exigences fondamentales de l'organisation des *politiques*, en montrant que celles-ci supposeront le plus souvent une redistribution du *pouvoir*; j'ai enfin évoqué certains domaines (la stratégie de croissance, le rôle et les moyens des pouvoirs publics) dans lesquels cette redistribution de pouvoir pourrait avoir des conséquences pratiques importantes.

Tout cela ne donne pas encore une stratégie de développement social précise, bien entendu: mais le but de ces notes successives est seulement de suggérer *comment la réflexion des chercheurs peut contribuer à la préparation du débat politique et éthique* indispensable à l'élaboration de telles stratégies.

IUED, avril 2000

Quatrième note

Nouveau regard sur les composantes du progrès social

Le cri d'alarme exprimé dans cette quatrième note suggère que les problèmes soulevés à l'occasion de la session spéciale de l'Assemblée des Nations Unies sur le développement social sont très réels, mais aussi que la formulation actuelle de ces problèmes par la plupart des instances internationales ne permettent guère d'espérer les solutions qu'ils réclament impérativement.

Le constat: urgence et impuissance du «développement social»

Le constat de départ est brutal. Si l'on se fonde sur la plupart des rapports récents des grandes organisations internationales, le débat engagé à Copenhague n'est nullement parvenu à enrayer les processus de pauvreté, d'inégalité, d'exclusion et de désintégration sociale qu'il dénonçait, et cela alors même que l'économie mondiale continuait à s'enrichir. Au contraire, ces processus paraissent s'être intensifiés: au terme d'un demi-siècle de «stratégies internationales de développement» (et de croissance économique globale irrégulière, mais finalement considérable), on ne peut plus douter de la gravité et de l'urgence des défis qu'ils représentent pour les sociétés contemporaines sur l'ensemble de la planète.

Les exemples peuvent être multipliés. Le niveau de vie s'est dramatiquement réduit en de nombreux pays d'Afrique, écrasés par la désorganisation économique et sociale, les guerres, le pillage des ressources collectives, les privilèges d'une minorité, la résurgence de grandes endémies. En Asie et en Amérique latine, les situations de misère demeurent dramatiques pour une majorité de la population; les inégalités se sont profondément aggravées, même (et peut-être surtout) là où la richesse globale s'est spectaculairement accrue, comme en Chine ou en Asie du Sud-Est. En Russie, l'espérance de vie à la naissance s'est réduite de plus de dix ans depuis l'effondrement de l'Union soviétique. Les pays les plus riches connaissent des déséquilibres sociaux de plus en plus profonds: les inégalités se creusent en Amérique du Nord, tandis que l'Europe parvient mal à résoudre ses problèmes d'emploi et d'exclusion sociale, notamment dans les banlieues de ses grandes villes.

Il n'est guère nécessaire d'allonger une telle liste, malheureusement bien connue; mais deux observations doivent être soulignées. C'est d'abord le fait que cette aggravation des inégalités et de la pauvreté, accélérée surtout depuis le milieu des années 70, coïncide avec l'accroissement de la prospérité mesuré globalement, mais aussi avec le triomphe apparent et la mondialisation intensifiée des formes les plus sauvages du capitalisme, au point que l'on peut se demander si ce triomphe des uns

est nécessairement lié à la misère des autres. Mais un deuxième fait est tout aussi inquiétant: la prise de conscience de ces problèmes a engendré, au sein des organisations internationales les plus influentes, le souci d'une réhabilitation du «développement social» et de la «lutte contre la pauvreté», face au dynamisme incontestable du «développement économique»; cependant, rien ne semble fondamentalement avoir changé depuis que ces propositions ont été formulées, puisque les Nations Unies elles-mêmes affirment que Copenhague n'a rien résolu et que les processus d'appauvrissement et d'inégalités continuent à s'aggraver.

C'est ce *paradoxe de l'impuissance du développement social face au développement économique* qu'il importe aujourd'hui d'expliquer et surtout de résoudre; mais on ne peut guère s'attendre à ce que le prochain sommet social de Genève y parvienne et même s'engage dans cette voie. Je voudrais essayer d'expliquer brièvement pourquoi.

Une approche radicalement inadaptée

Il faut revenir, pour comprendre ce paradoxe, à la nature même du «développement» proposé par la plupart des stratégies nationales et internationales depuis un demi-siècle. Ce développement reste présenté comme la promesse d'un progrès social qui peut être généralisé à l'ensemble de la planète. Mais il est conçu essentiellement comme la reproduction et l'expansion du modèle historique des pays aujourd'hui industrialisés; il est donc supposé s'organiser selon un modèle très particulier, qui est dominé par les préoccupations économiques et l'efficacité technologique, et plus particulièrement par la souveraineté absolue qui est reconnue aux principes de l'économie marchande (individualisme, concurrence, demande solvable, recherche et accumulation du profit). Et la théorie économique – celle que l'on considère aujourd'hui comme le cœur de la «science économique» – vient conforter puissamment cette approche, surtout dans son évolution néo-classique la plus récente. Elle est conçue sur le mode «newtonien» des sciences de la nature au début du XVIII^e siècle: alors que l'on pourrait penser que l'économie concerne des individus et des groupes divers, autonomes, en changement, la science économique s'est développée comme si elle relevait d'un univers ordonné par des lois immuables, comme si elle s'appliquait à une matière composée d'atomes homogènes et non soumis au changement, se prêtant ainsi à l'application «rationnelle» d'un ensemble de lois mécaniques, et comme si chaque économie pouvait ainsi faire l'objet d'une évaluation objective par un observateur extérieur à la société concernée. D'où l'homogénéisation forcée de la conception du progrès social et des stratégies de développement, assimilées à la croissance des quantités de marchandises; d'où aussi la sacralisation de l'échange marchand et l'ignorance des besoins collectifs dont la satisfaction ne conditionne pas directement la croissance marchande.

Face à cet économicisme pratique et théorique, les composantes «sociétales» du processus de développement ne sont pas nécessairement négligées; mais elles se trouvent toujours, et par nature, en position de subordination structurelle par rapport aux préoccupations économiques. Le résultat est celui que nous avons aujourd'hui sous les yeux: une aggravation spectaculaire des coûts sociaux et écologiques du développement économique conçu suivant ce modèle.

C'est évidemment la prise de conscience de ces coûts qui a provoqué l'émergence des approches récentes du «développement social» et du «développement durable». Mais ces approches auraient dû s'attaquer aux conceptions de base de ce développement, à la *logique fondamentale de ce système* qui constitue la *cause* des phénomènes incriminés, ainsi qu'à la prédominance absolue des

préoccupations économiques qu'il consacre ; elles se sont bornées à en identifier les *conséquences* les plus inacceptables (sociales ou environnementales), et à proposer une série de mesures *correctives* vis-à-vis de ces conséquences. On est ainsi confronté à une sorte de schizophrénie du système international qui est le nôtre: il privilégie sans nuance des règles économiques impératives auxquelles il affirme ne pas pouvoir renoncer, mais en même temps il dénonce les conséquences prétendument intolérables de ces règles et déclare vouloir se consacrer à la «lutte contre la pauvreté» ou à la préservation de l'environnement et des écosystèmes.

Dans ces conditions, il faut affirmer *l'inadéquation radicale de l'approche actuelle du développement social*: aussi longtemps que perdurera cette dissociation schizophrénique entre les composantes économiques, sociales et écologiques du développement, la logique étroite mais totalitaire de l'économie l'emportera inévitablement, et les problèmes sociaux et écologiques ne pourront que se reproduire à l'infini.

Un autre développement?

On voit bien qu'il ne peut exister de recette simpliste pour répondre à un défi aussi complexe. Mais l'orientation essentielle du débat souhaitable est contenue dans le diagnostic négatif qui vient d'être formulé. Ce dont nous avons besoin, c'est une conception nouvelle, moins étroite, plus équilibrée, plus *intégrée* du développement; une conception qui soit capable de prendre une certaine distance par rapport aux idées de base du modèle historique occidental et par rapport à la hiérarchie des valeurs qui l'animent. On ne peut indiquer ici que quelques repères très préliminaires pour un renouvellement de la réflexion collective, et surtout des pratiques sociales, en matière de développement. Je me limite à deux d'entre eux.

Le premier est la réaffirmation de ce qui constitue sans doute une évidence, mais une évidence soigneusement niée par l'économicisme de notre culture: le développement et le progrès social concernent le destin des hommes et des relations entre les hommes plutôt que la seule gestion des choses, des marchandises et de l'argent. *L'économie doit donc demeurer subordonnée à la société, et non l'inverse*. En ce sens, on peut affirmer que face aux abstractions de plus en plus accentuées de la théorie économique et des directives qu'elle prétend imposer aux hommes, le développement social traduit sans doute, pour l'essentiel, *un besoin désespéré de revenir aux composantes concrètes de la condition humaine et de son évolution spécifique pour chacune des collectivités en présence*. Un tel retour appelle, de toute évidence, une remise en cause, de nature *éthique*, du système de valeurs unidimensionnel qui se dessine aujourd'hui dans les composantes économiques du processus de mondialisation.

D'où une deuxième exigence de cette approche renouvelée du développement: ce sont les collectivités concernées, et non pas les seuls maîtres du système mondial, qui doivent pouvoir *choisir de manière autonome leur modèle de développement*. Cette exigence est de nature profondément *politique*, parce qu'elle concerne les finalités du progrès social, parce qu'elle suppose des arbitrages entre intérêts divergents, et parce qu'elle réclame un débat collectif, totalement évacué dans l'élaboration actuelle des stratégies de développement. Ce choix est avant tout celui des *objectifs du développement*, et notamment de la pondération relative qui peut être accordée aux objectifs d'autonomie, d'équité, de solidarité ou de respect des écosystèmes, par rapport aux impératifs de croissance, de libre entreprise ou d'ouverture aux échanges mondiaux. Choix limité par de multiples contraintes, bien entendu, y compris et surtout au niveau de l'organisation mondiale; mais choix qui ne peut plus être réduit à

un modèle unique, ignorant les droits fondamentaux, les aspirations autonomes et les problèmes spécifiques des sociétés concrètes. Or, ces spécificités sont presque totalement éliminées par les approches dominantes du développement, celles des firmes multinationales bien évidemment, mais aussi celles des organisations multilatérales de financement, et même celles de la plupart des appareils étatiques, au Nord comme au Sud, à l'Est comme à l'Ouest.

Les deux orientations qui viennent d'être évoquées – réhabilitation des aspirations des sociétés concrètes et choix autonome des objectifs de développement – ne suffisent certes pas à constituer une stratégie. Elles suggèrent cependant, à mon sens, ce qui devrait faire *l'objet essentiel du débat sur le développement social*: c'est la reconnaissance du fait que celui-ci ne peut résulter d'une approche simplement *correctrice* des exigences du développement économique, et qu'il réclame *un regard différent sur les composantes du progrès social*.

Mais il paraît peu probable que le sommet de Genève admette une telle transformation.

IUED, juin 2000

Collection Itinéraires

Notes et travaux

- N° 56 *Modernisation agraire, oligarchies et mouvements paysans au Brésil. Une évaluation historique*
Jacky BUFFET (2000, 34 p.) CHF 12.–
- N° 55 *Prétextes anthropologiques III*
Textes réunis et édités par Yvan DROZ et Gilbert RIST (2000, 119 p.) CHF 12.–
- N° 54 *Propriété intellectuelle. Quels enjeux pour les pays en développement ? (...)*
Dossier de l'Annuaire Suisse-Tiers Monde 1998 (1999, 116 p.) CHF 12.–
- N° 53 *Prétextes anthropologiques II*
Textes réunis et édités par Yvan DROZ et Gilbert RIST (1999, 97 p.) CHF 12.–
- N° 52 *De la monoculture de la vache à l'autoexploitation. Quelle économie pour quelle agriculture ?*
Yvan DROZ (1998, 63 p.) CHF 12.–
- N° 51 *Prétextes anthropologiques*
Textes réunis par Gilbert RIST et Yvan DROZ (1998, 91 p.) CHF 12.–
- N° 50 *Investissements éthiques et solidaires – Le cas de la Suisse*
Kristin BARSTAD (1998, 75 p.) CHF 12.–
- N° 49 *Socio-anthropologie de la décentralisation en milieu rural africain. Bibliographie sélective et commentée*
Jean-Pierre JACOB, Giorgio BLUNDO (1997, 118 p.) CHF 12.–
- N° 48 *L'apport de la diaspora au renouveau vietnamien. Les Vietnamiens de Suisse*
Bertrand LAMON (1997, 102 p.) CHF 12.–
- N° 47 *Démocratie et nouvelles formes de légitimation en Afrique. Les Conférences nationales du Bénin et du Togo*
Sous la direction de Jean ZIEGLER (1997, 50 p.) CHF 12.–
- N° 46 *Feeding Asia in the Next Century*
C. AUBERT, G. ETIENNE, J.-L. MAURER (1996, 72 p.) CHF 12.–
- N° 45 *Développement rural et libéralisation économique en Inde. Le cas de l'Etat d'Orissa*
Marie THORND AHL (1996, 89 p.) CHF 12.–
- N° 44 *Comment mieux coopérer avec le Brésil ? Aide des ONG et relations économiques de la Suisse*
Gérard PERROULAZ, Serge GHINET (1995, 58 p.) CHF 12.–
- N° 43 *From Bonafide Citizens to Unwanted Clandestines : Nepali Refugees from Bhutan*
Rebeka MARTENSEN (1995, 76 p.) CHF 15.–

- N° 42 *Réseaux et stratégies migratoires entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire. Histoire de vie d'un migrant*
Prosper KAMBIRÉ (1994, 82 p.) CHF 12.–
- N° 41 *Questions de « genre » ? Réflexions autour des rapports sociaux de sexe dans l'emploi et dans l'institution*
Yvonne PREISWERK et al. (1994, 98 p.) CHF 8.–
- N° 40 *Guide d'approche des institutions locales (GAIL). Méthodologie d'étude des acteurs locaux dans le monde rural*
Jean-Pierre JACOB et al. (1994, 40 p.) CHF 10.–
- N° 39 *El rol de las mujeres en las estrategias de subsistencia: el caso del Ecuador*
Jessica LOPEZ PINTO (1993, 63 p.) CHF 8.–

Etudes du développement

- N° 13 *Une greffe de l'Etat inédite. Le clan corse, de la segmentarité à la décentralisation*
Charaf ABDESSEMED (2000, 55 p.) CHF 12.–
- N° 12 *« Ecotourisme » ou « tourisme durable » entre la théorie et la pratique. Principes déclarés et arguments publicitaires en Amazonie*
Dorothy Jula PREZZA (2000, 86 p.) CHF 12.–
- N° 11 *Género, ajuste estructural y trabajo : Análisis a través del Banco Mundial y del caso del Perú, Lima 1986-1993*
Roxana ORUÉ (1998, 115 p.) CHF 12.–
- N° 10 *The Andean Cocaine Industry : A Maze with no Way out? Failures of the U.S.' « War on Drugs »*
Vanessa PEAT (1998, 77 p.) CHF 12.–
- N° 9 *Secteur informel et politiques publiques en Afrique. Acteurs et conceptions*
Marie-Joséphine NSENGIYUMVA (1996, 73 p.) CHF 12.–
- N° 8 *Les éleveurs, l'Etat et les agriculteurs au Burkina Faso. L'exemple de la région du centre-ouest*
Yves DELISLE (1996, 79 p.) CHF 12.–
- N° 7 *Niños y jóvenes en situación de calle espacio y campo social. Ciudad de Córdoba, Argentina*
Patricia MAZZINI (1996, 178 p.) CHF 12.–
- N° 6 *Le secret de l'unité de santé. Les agents de santé de base et les matrones en Guinée-Bissau*
Mary-Josée BURNIER (1993, 109 p.) CHF 12.–
- N° 5 *Agriculture de subsistance et technologie appropriée. Impact de l'ICTA à Quesada, Guatemala*
Ileana VALENZUELA (1991, 180 p.) CHF 12.–
- N° 4 *Les jardins de la sécheresse. Tamazalak versant ouest de l'Aïr*
Ulrike MIX (1988, 135 p.) CHF 5.–

Pratique et réflexion

- N° 9 *La démarche d'appui institutionnel au secteur de la santé. Programme médico-sanitaire bénino-suisse*
Valérie BOULLOUDANI (1998, 77 p.) CHF 12.–

- N° 8 *L'entreprise coopérative et de type coopératif : pour une analyse économique hétérodoxe*
Souleymane SOULAMA (1997, 36 p.) CHF 10.–
- N° 7 *Le système de Programmation – Suivi – Evaluation (PSE) dans une démarche d'appui institutionnel*
D. FINO, S. GHINET, C. DUNAND, P. UVIN (1996, 77 p.) CHF 12.–
- N° 6 *Démarche d'appui institutionnel. De l'analyse des acteurs à un processus de renforcement institutionnel*
Daniel FINO et Serge GHINET (1995, 57 p.) CHF 8.–
- N° 5 *L'appui institutionnel au Niger. Résultats d'un atelier de réflexion*
Peter UVIN et al. (1994, 60 p.) CHF 8.–

Leçons inaugurales

- N° 8 *Croissance, mondialisation et pauvreté. Eléments du débat et perspectives d'avenir*
Kemal DERVIS (2000, 9 p.) CHF 2.–
- N° 7 *Chine trois fois muette. De la place de la Chine dans le monde d'aujourd'hui*
Jean François BILLETER (2000, 36 p.) CHF 5.–
- N° 6 *Les droits de l'homme : frein ou moteur au développement ?*
François A. DE VARGAS (1999, 23 p.) CHF 5.–
- N° 5 *Enjeux de la mondialisation à la veille du IIIe millénaire*
Rubens RICUPERO (1998, 12 p.) CHF 5.–
- N° 4 *La pratique de la gouvernance pour un monde responsable et solidaire (...)*
Pierre CALAME (1996, 17 p.) CHF 5.–
- N° 3 *« Refonder » l'économie politique*
George CORM (1995, 23 p.) CHF 5.–
- N° 2 *Les défis conceptuels de la mondialisation*
Maurice BERTRAND (1994, 14 p.) CHF 5.–
- N° 1 *Développement et environnement. Humaniser l'homme ou répudier le soleil*
Joseph KI-ZERBO (1994, 17 p.) CHF 5.–